

En Inde, la révolte des esthéticiennes contre la start-up à succès Urban Company

mardi 1er février 2022, par [Scroll Staff](#) (Date de rédaction antérieure : 26 janvier 2022).

Frustrées par des règles qu'elles jugent trop contraignantes, plusieurs esthéticiennes prennent la parole - et finissent parfois par être entendues, raconte le site indien Scroll.

Il y a cinq ans, Nidhi Chander, dont le nom a été modifié, était pleine d'espoirs, [raconte Scroll](#). À l'époque, elle quittait son emploi d'esthéticienne dans un institut de beauté de Delhi, où elle gagnait 20 000 roupies par mois (soit environ 237 euros) pour rejoindre Urban Company. Elle pensait que cette start-up spécialisée dans les services à domicile lui offrirait la liberté qui lui manquait tant : des horaires de travail flexibles, du temps pour s'occuper de ses enfants et de l'indépendance.

"Au début, les choses allaient bien, poursuit Scroll. Bien qu'il lui fallût parcourir de longues distances chaque jour, elle pouvait travailler quand elle le souhaitait." Elle gagne alors presque 50 000 roupies par mois (600 euros). *"Elle s'est rendu compte qu'elle pouvait gagner plus que son mari, qui avait perdu son emploi et qui la conduisait à droite à gauche."* Nidhi Chander en a profité pour se payer un climatiseur, un réfrigérateur et a même contracté un emprunt pour s'acheter un appartement à Ghaziabad, dans la banlieue de New Delhi.

Puis les choses se sont dégradées. Alors que la start-up se déployait à l'international, la pression s'est fait ressentir. Pénalités sur les rendez-vous annulés, sur les notes des clients... Le revenu moyen de Nidhi Chander est repassé à 20 000 roupies par mois. *"Les mensualités de mes prêts me torturaient, la pression me rendait malade"*, confie cette mère de famille dans les colonnes de Scroll.

Manifestations

D'autres esthéticiennes connaissaient des problèmes similaires. Et au mois d'octobre, une centaine de femmes ont ainsi manifesté devant les locaux de la start-up contre *"les bas salaires, les commissions élevées et les piètres conditions de sécurité"*.

Environ une semaine plus tard, la start-up procédait à des changements. Mais lorsqu'un plus petit groupe d'esthéticiennes a, à nouveau, manifesté devant les locaux d'Urban Company au mois de décembre, l'entreprise a porté plainte contre elles. L'entreprise avance n'être qu'un agrégateur mettant en relation des clients avec des professionnels qui sont, eux, travailleurs indépendants.

Chômage et pauvreté

"Cette entreprise nous conduit au chômage et nous pousse lentement dans la pauvreté", regrette Nidhi Chander. Les chiffres de la start-up montrent qu'environ un quart des revenus des travailleuses dans la catégorie "spa et salon de beauté" de l'application sont consacrés à payer les commissions. Les frais de transport représentent 8 % de leurs revenus et l'achat de produits 17 %. Après avoir payé tous leurs frais, les esthéticiennes gagnent généralement entre 3,30 euros et 3,60 par heure.

En 2020, les services de beauté et de bien-être représentaient 55 % des revenus de la start-up et le nombre de femmes qu'elle compte augmentait plus rapidement que le nombre d'hommes.

[Lire l'article original](#)

Scroll

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/precarite-en-inde-la-revolte-des-estheteiennes-contre-l-a-start-succes-urban-company>